

## Défendre la paix, la liberté et les droits des travailleurs et travailleuses du monde entier !

La situation internationale est marquée par une montée des tensions et par une remise en cause croissante du droit international. Le mandat de Donald Trump s'accompagne d'une dérive autoritaire et d'un mépris assumé pour les règles qui encadrent les relations entre les États, d'une logique de rapports de force permanente. Les premiers à en payer le prix sont les travailleurs et travailleuses, le bas peuple.

Cette fuite en avant illustre ce à quoi mènent les logiques nationalistes et fascistes : le refus du droit international, la loi du plus fort et l'escalade militaire. Dans ce contexte, la CGT a condamné l'agression menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, qui constitue une violation grave du droit international et fait peser des risques majeurs d'embrasement dans toute la région. L'histoire récente nous montre que jamais un peuple n'a été libéré de ses bourreaux par des interventions militaires extérieures.

Face à ces logiques de guerre, la CGT réaffirme la nécessité de défendre le droit international, la diplomatie et la solidarité entre les peuples. Les travailleurs et travailleuses n'ont rien à gagner dans les conflits impérialistes et les stratégies de puissance qui ne servent que les intérêts des capitalistes.

Dans le même temps, la situation politique en France est marquée par une banalisation inquiétante des idées d'extrême droite. À la faveur d'événements instrumentalisés et d'un climat politique entretenu par une partie de la classe politique et médiatique, les discours réactionnaires et autoritaires gagnent du terrain. Cette fascisation du débat public a des conséquences concrètes dans nos universités et nos lieux de travail.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, ces dynamiques se traduisent par des attaques contre les libertés académiques et la vie démocratique sur les campus. Sous couvert de maintien de l'ordre public, certains responsables politiques souhaiteraient à limiter les réunions politiques ou syndicales dans les universités, alors que des mobilisations néo-fascistes ont déjà conduit à la fermeture préventive de bibliothèques universitaires et de locaux dans plusieurs établissements.

Dans ce climat, les organisations syndicales et politiques sont également la cible de menaces et d'attaques, illustrant le danger bien réel que représente la progression des idées fascistes.

Ces offensives s'accompagnent d'une politique d'austérité qui frappe durement le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Alors que le nombre d'étudiant·es a augmenté ces dernières années, les moyens stagnent et les universités sont plongées dans une crise budgétaire durable. La précarité explose : plus d'un tiers des personnels sont aujourd'hui contractuel·les et les universités manquent de plusieurs milliards d'euros pour répondre aux besoins du service public.

Dans ce contexte, la défense des libertés syndicales est plus que jamais essentielle. La relaxe confirmée de Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'Union départementale CGT du Nord, constitue à ce titre une victoire importante pour tout le mouvement syndical. Il avait été poursuivi pour « apologie du terrorisme » après la diffusion d'un tract dénonçant la guerre menée par Israël contre le peuple palestinien et exprimant la solidarité avec la population de Palestine.

Cette procédure judiciaire n'était pas une erreur mais visait bien à intimider, à criminaliser l'expression syndicale et politique. La décision de justice confirmant sa relaxe rappelle une évidence : dénoncer une guerre, exprimer une solidarité internationale ou défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être assimilé à un délit. Cette victoire est celle de toutes celles et ceux qui refusent que l'action et l'expression syndicales soient muselées.

**Face aux logiques de guerre, à la montée de l'extrême droite et aux politiques d'austérité qui fragilisent nos universités, la CGT FERC Sup réaffirme son engagement pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, des libertés académiques et des droits des personnels et des étudiant·es.**

## La CGT Ferc Sup Lorraine un syndicat de terrain

Vous représentez dans les instances, vous rendre compte, vous accompagner, vous informer sont des missions importantes.

Mais vous rencontrer sur le terrain c'est une part essentielle de notre activité : les tournées de services, les visites de composantes et de laboratoires, ainsi que les moments de tractage et d'échanges directs sont indispensables.

Ces déplacements particulièrement importants, nous permettent d'être au plus près, de nos collègues, de comprendre la réalité quotidienne des services et de maintenir un lien direct. C'est aussi l'occasion de visiter des composantes, des laboratoires ou des services que nous n'avons pas toujours l'opportunité de côtoyer autrement.

Ces rencontres sont très souvent des moments chaleureux. Nous sommes accueillis cordialement. Notre action est vue positivement et nombre d'entre vous nous remercie et/ou nous encourage dans le travail que nous menons. Cet accueil est précieux. Il constitue pour nous une véritable bouffée d'énergie et nous conforte dans l'utilité de notre engagement. C'est aussi grâce à ces échanges que nous pouvons mieux identifier certaines difficultés locales ou des problématiques touchant des groupes d'agents, et ainsi porter ces sujets dans les instances ou auprès de l'administration.

Nous avons la volonté d'être à votre écoute et de visiter l'ensemble des services de l'université. Cependant, l'étendue de notre établissement représente un défi réel. L'Université de Lorraine est vaste, répartie sur de nombreux sites, avec une grande diversité de composantes, de laboratoires et de services. Couvrir l'ensemble de ces lieux demande du temps, de l'organisation et un investissement important et malgré notre volonté il n'est pas toujours possible d'être présents partout, et aussi régulièrement, que nous le souhaiterions.

Il peut donc arriver que certains services soient visités moins fréquemment que d'autres, et nous nous en excusons.

Néanmoins, notre objectif reste inchangé : continuer à aller à votre rencontre du plus grand nombre de collègues, sur tous les sites, pour vous écouter, échanger et vous représenter au mieux les personnels.

Depuis le début de notre mandat, en décembre 2022, nous avons ainsi mené un travail important de présence sur le terrain et de communication : visites de services, tractages, diffusions d'informations, newsletters régulières, ainsi que des comptes rendus détaillés des instances, notamment du CSA et de la F3SCT.

**À Metz**, avec des visites régulières sur le campus du Saulcy (8 passages), le Technopôle (3 passages), mais aussi Bridoux et l'INSPE de Montigny.

**À Nancy**, sur de nombreux sites majeurs comme la Faculté des Sciences, le campus Lettres / IRT, les sites Médecine – Pharmacie – Odontologie, le campus Libération, Lionnois, Léopold, mais aussi plusieurs écoles d'ingénieurs et composantes (INP, ENSIC, ENSGSI/EEIGM, ARTEM...).

**Sur les sites délocalisés**, avec des déplacements notamment dans les IUT de Longwy et de Thionville-Yutz, à Moselle-Est, ainsi qu'à Épinal et Saint-Dié.

Parmi les sites les plus visités figurent notamment : le campus du Saulcy à Metz, avec 8 visites, la Faculté des Sciences à Nancy, avec 4 visites, le campus Lettres, avec 3 visites, les sites Médecine / Pharmacie / Odontologie, avec 3 visites, ainsi que le Technopôle de Metz, également visité à plusieurs reprises.

Nous entendons vos remarques constructives, ce sont elles, entre autres, nous permettent d'améliorer nos pratiques.

Votre accueil extrêmement positif et l'intérêt manifesté sont ce qui nous motive au quotidien et nous encourage à poursuivre ce travail de terrain.

Au cours de ce mandat, la dynamique autour de la CGT FERC Sup Lorraine n'a jamais été aussi bonne. Vous nous contactez, vous échangez avec nous, vous nous faites confiance pour relayer les réalités de votre quotidien et vos conditions de travail, et vous nous rejoignez. Ainsi nous renforçons notre collectif et nous pouvons peser davantage et défendre nos droits. Nous vous invitons donc, à continuer nous rejoindre, nombreuses et nombreux, afin de construire ce rapport de force collectif.

## Contre l'austérité et la précarisation de l'ESR

Depuis 2007, la part du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le budget général de l'État n'a cessé de baisser. Dans le même temps, le nombre d'étudiant·es inscrit·es dans l'enseignement supérieur public a progressé de 19 %. C'est l'équivalent de 10 universités qui auraient dû être construites et 30 000 agent·es qui auraient dû être recruté·es dont 15 000 enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es.

Au contraire, sur cette période nous avons perdu 900 emplois d'enseignant·es-chercheur·es (EC) et le nombre total d'enseignant·es titulaires et contractuel·les a baissé de 4 %, et les emplois BIATSS se sont massivement précarisés.

Partout, les chiffres montrent des campagnes d'emploi amputées, des suppressions de postes, des non-renouvellements de contrats, une réduction de l'offre de formation et des capacités d'accueil, un gel des crédits de fonctionnement, une baisse des crédits récurrents des unités de recherche.

Localement, la présidence de l'université de Lorraine ne se cache pas de porter cette politique d'austérité budgétaire,

comme elle l'écrit dans son mail Informations relatives au Conseil d'Administration du 1er juillet 2025 à l'intention des personnels ce 3 juillet 2025 : « des mesures d'économies telles que la diminution de l'allocation budgétaire, la non-publication de postes, ou encore la déprogrammation d'investissements programmés ont été réalisées pour maintenir le budget 2025. ». Nous l'avons observé concrètement : pour la campagne d'emploi l'année 2026, cette présidence a choisi de ne pas publier et la non publication de plus de 60% des postes publiables, et donc d'amputer de nombreux services et d'enseignement de moyens pourtant nécessaires.

S'ajoutent à cela le gel du point d'indice qui se prolonge : le budget 2026, comme pratiquement tous les budgets depuis 2000, nous retire nous spolie de l'augmentation normale de nos salaires qui devraient suivre l'inflation. Résultat : il faudrait augmenter d'environ 30 % notre salaire pour retrouver le pouvoir d'achat de 2000 !

**Il est urgent de réinvestir massivement dans l'ESR public, de publier les postes nécessaires, de mettre fin à la précarité et d'augmenter les salaires.**

## Non à l'augmentation des frais d'inscription à Lorraine INP !

Dans un contexte coupure budgétaire s'attaquant de l'ESR public, certaines directions pensent avoir trouvé la clef pour contourner le désastre en cours : faire payer la note aux étudiants et aux étudiantes. Il fallait y penser !

En effet, c'est le 20 juin 2025 que la Conférence des Directeurs des Ecoles Françaises d'Ingénieur prend position en faveur d'une « modulation des droits d'inscription dans les écoles d'ingénieur publiques ». Il n'aura pas fallu attendre longtemps : à Grenoble INP, au CA du 11 décembre 2025, la direction a avancé le projet d'augmenter les frais d'inscription jusqu'à 6000€ par ans. Mais la mobilisation des étudiants et des personnels a fait reporter cette mesure.

A l'Université de Lorraine, certaines directions du collégium des INP avancent plus prudemment mais avec la même détermination.

Ainsi dans certaines composantes on parle d'une augmentation pouvant augmenter les droits d'inscription jusqu'à 2000€.

Les justifications les plus absurdes abondent : les boursiers seront exonérés, [mais nous ne contrôlons pas les attributions, et sa complexification toujours plus discriminante de son obtention], les étudiants d'écoles publiques peuvent contracter un emprunt bancaire [Belle idée : obliger des milliers d'étudiants à contracter des dettes avant même leur entrée dans la vie professionnelle !], il n'y a de moins en moins de subventions de l'Etat ou de l'Université, il faut bien se débrouiller [plutôt que de refuser cette situation, raquettons les étudiants].

**Non à ce projet porté par Lorraine INP, qui est une première étape du futur projet d'augmentation des frais d'inscription de tous les étudiants de l'université !**

## Martine participe à une AG antifasciste

Martine est depuis quelques temps inquiète de voir les idées réactionnaires d'extrême droite grimper en flèche dans la société.

Elle sait très bien que la volonté de discriminer les travailleurs et travailleuses par rapport à leur religion ou leur nationalité n'a qu'un objectif : les diviser pour mieux les affaiblir.

On l'a vu avec la loi Darmanin, ou avec les frais d'inscription différenciés imposés aux étudiants extra-communautaires qui visent aussi les futurs travailleurs que sont les étudiants.

Aussi lorsqu'elle apprend qu'une assemblée générale antifasciste est organisée sur son campus, elle décide d'y participer.

Dans l'amphithéâtre réservé pour l'occasion, personnels et étudiant·es discutent : comment faire reculer l'extrême droite ? Comment protéger celles et ceux qui en sont les premières cibles ? Comment défendre une université ouverte, solidaire et émancipatrice ?

Mais soudain une intervention policière a lieu. Une quinzaine de personnes sont alors immobilisées et contraintes de s'asseoir au sol, sans qu'aucun incident ne soit constaté. La police intervient sans demande de la présidence de l'université, piétinant ainsi les franchises universitaires qui devraient protéger les libertés d'expression et d'organisation sur les campus.



Martine regarde autour d'elle. Les étudiants et les personnels sont choqués, mais aussi déterminés. Car une chose apparaît clairement : quand il s'agit d'intimider celles et ceux qui s'organisent contre l'extrême droite, certains semblent bien prompts à intervenir.

Alors Martine se dit que, décidément, une mobilisation et une prise de conscience forte sont nécessaires.

Ces idées nauséabondes ne peuvent continuer à se propager et à se banaliser.

Face à l'extrême droite, il n'y a qu'une réponse : l'organisation collective, la solidarité et la lutte. Parce que l'histoire l'a montré mille fois : le fascisme ne recule jamais devant les discours policés. Il recule quand le monde du travail se lève, uni, pour lui barrer la route.

## CONTACTS

-  [www.fercsupcgt-lorraine.fr](http://www.fercsupcgt-lorraine.fr)
-  [www.facebook.com/LorraineSupCgt](https://www.facebook.com/LorraineSupCgt)
-  [fercsupcgt-contact@univ-lorraine.fr](mailto:fercsupcgt-contact@univ-lorraine.fr)

### Co-secrétaires du syndicat Lorraine Sup CGT

CHAYNES Hadrien  
OMHOVERE Gwenaelle

## OSEZ LA CGT



### Se syndiquer, c'est agir

C'est refuser de subir, c'est commencer par s'informer, se rassembler et prendre part. Se syndiquer, c'est faire le choix de l'action, pas de la résignation.